

## **Eric Ng : « Le pire serait que les entreprises se mettent à licencier »**

Written by [Christina Vilbrin](#)

<http://www.defimedia.info/defi-plus/dp-economie/item/24349-eric-ng-directeur-du-cabinet-pluriconseil-le-pire-serait-que-les-entreprises-se-mettent-%C3%A0-licencier.html>

Il ne faut pas miser sur une reprise de l'Europe de sitôt, estime Eric Ng, directeur du cabinet PluriConseil. D'où la nécessité pour les opérateurs de continuer à diversifier nos marchés. L'économiste revient sur l'année 2012 et livre ses prévisions pour 2013.

### **> Il n'y a pas eu de cataclysme économique en 2012 sur le plan local. Quel bilan faites-vous de l'année qui s'achève ?**

L'économie mauricienne s'en sort relativement bien en 2012. Nous avons pu faire face à la crise économique mondiale. Avoir une croissance de 3,3 % est tout à fait raisonnable dans le contexte actuel. Le chômage est toujours limité à 8 %. L'inflation est à 3,9 %. En termes de FDI, nous répéterons la même performance qu'en 2011, soit autour de Rs 9 milliards. Globalement et macro-économiquement parlant, nous avons connu une année relativement correcte.

Toutefois, au niveau sectoriel, trois secteurs productifs ont enregistré une performance en deçà des espérances et des attentes. Ainsi, le tourisme n'a pas connu une croissance positive cette année. Au niveau du textile, si la croissance est légèrement positive, elle est néanmoins proche de 0 %. On note aussi une récession dans la construction au niveau du secteur privé. Ces trois secteurs ont quand même souffert en 2012.

### **> Parlons des mauvaises nouvelles : le tourisme bat de l'aile, les investissements privés arrivent au compte-gouttes, l'inflation montre des signes de reprise et le taux de chômage est élevé. Vos commentaires ?**

Cette année, l'investissement privé connaît une croissance négative. C'est mauvais dans la mesure où c'est l'investissement privé qui crée des emplois durables. Il faut que l'investissement privé reprenne dans les secteurs productifs (hôtellerie, manufacturier, secteur des services) et pas seulement dans l'immobilier ou la construction. C'est vrai qu'il y a un souci au niveau de l'investissement privé et cela malgré l'enlèvement de la taxe sur les dividendes et de la 'Capital Gains Tax'. L'investissement n'a pas repris comme on l'espérait.

S'agissant du tourisme, les arrivées dépendent beaucoup de l'accès aérien. Or, il semble qu'il y ait des divergences de vues entre le gouvernement et les opérateurs du secteur quant à la nécessité de libéraliser davantage l'accès aérien. Si nous voulons avoir une croissance de 5 % à 6 % en termes d'arrivées touristiques, il faut voir comment nous pouvons augmenter le nombre de vols sur l'Europe et les marchés émergents à travers une bonne campagne de promotion.

L'année prochaine marquera le retour de l'inflation. Il faut savoir comment

encourager les gens à épargner surtout les fonctionnaires qui bénéficieront du PRB en janvier. En même temps, il faudra introduire davantage de compétition en faveur des importateurs des produits alimentaires tout en essayant de contrôler la masse monétaire en circulation. Il faudra aussi savoir garder une roupie stable pour limiter la hausse des prix à l'importation.

Une grande part du chômage est d'ordre structurel. Le chômage vise avant tout les jeunes ayant moins de 25 ans. Il y a des mesures pour encourager la formation des jeunes pour qu'ils deviennent employables. Toutefois, la clé du chômage, c'est la création d'emplois. Or, c'est difficile dans un tel contexte que les entreprises privées recrutent, mais il faut savoir stimuler l'activité économique et la production pour que nous arrivions à créer de nouveaux emplois.

**> Il y a aussi les bonnes nouvelles : la solide performance du secteur financier, la reprise dans le secteur des exportations et une industrie immobilière qui continue de séduire...**

Le secteur financier fait très bien et les banques font des profits énormes quoiqu'une grande part provienne des commissions et autres frais bancaires. Les banques sont dans un « captive market » où elles peuvent continuer à engranger des revenus en dépit du fait que les entreprises sont en difficulté.

Pour les neuf premiers mois de l'année, les recettes du secteur d'exportation ont augmenté malgré l'appréciation de la roupie. Cela démontre que les entreprises à l'exportation ont gagné en productivité et arrivent à maintenir leur politique des prix des ventes à l'exportation. Ce qui explique la hausse en valeur du secteur. Pour ce qui est de l'immobilier, cela n'a aucun rapport avec la crise économique. Cela concerne une infime frange de la population. C'est un mini-secteur dans l'économie qui ne reflète nullement la situation sur le plan macroéconomique.

**> Le conflit Bheenick / Duval s'est intensifié sur la politique monétaire. Au-delà de la question de privilégier la croissance ou l'inflation, ce qu'on retient surtout c'est la volonté de la Trésorerie d'empiéter sur l'indépendance de nos institutions. Comment mesurez-vous l'ampleur de ce conflit de personnalité sur notre économie ?**

Il faut que les deux aient une même vision de l'économie. Le combat pour la croissance et la lutte contre l'inflation ne sont pas antinomiques. Il faut une croissance non inflationniste. Avoir une croissance avec l'inflation ou moins d'inflation et moins de croissance en même temps ne sont pas bons. Autant on ne peut pas avoir une croissance à n'importe quel prix, autant on ne peut pas avoir la baisse de l'inflation à n'importe quel prix.

Il y a effectivement une coordination à faire entre la politique monétaire et la politique fiscale pour avoir cette croissance non inflationniste. Je ne crois pas qu'il y ait conflit de personnalité. C'est une question d'ajustement et de coordination de deux politiques.

**> Alors qu'on s'apprête à aborder 2013, il y a des craintes sur l'emploi. Les inquiétudes de nos entrepreneurs sont-elles justifiées ?**

C'est très difficile de recruter dans un contexte de crise économique mondiale. Le pire serait que les entreprises commencent à licencier. C'est pour cela que les entreprises doivent faire beaucoup d'efforts en termes de productivité et de gestion pour

maintenir les emplois. D'autre part, il faut aussi une politique monétaire qui permette aux entreprises de contrôler les coûts de production. Il faut aussi une modération dans la politique salariale de l'entreprise où il y a beaucoup de pression, notamment dans le secteur privé à la suite du PRB.

**> Avec la volonté de l'Union européenne (UE) de sauver la Grèce et de ramener la prospérité dans la zone euro, doit-on s'attendre à une embellie chez notre principal partenaire économique ?**

Ce ne sera pas de sitôt ! Le problème de la Grèce n'a pas été résolu et va durer encore cinq ans. D'autres pays comme l'Espagne et le Portugal sont en train de débattre. Même la France n'est pas à l'abri d'une récession. Le président français a annoncé un déficit au niveau de l'économie française. Le problème de la crise de la zone euro reste entier. D'ailleurs, l'UE s'attend à une croissance de 0,2 % en 2013. Notre pays ne peut quitter le marché européen du jour au lendemain. Il ne faut pas avoir une attitude qui consiste à miser sur une reprise de l'Europe de sitôt. Il faut continuer à diversifier nos marchés.

**> Y a-t-il un remède miracle pour remettre l'économie sur la voie d'une croissance forte ?**

Pour avoir une croissance forte, il faut beaucoup de réformes structurelles. Il faut dégager des gains de productivité dans le secteur public. En d'autres mots, il faut travailler plus et mieux dans le secteur public pour faciliter les investissements. Les services publics doivent être plus efficaces (port, électricité, fourniture d'eau...) pour que les entreprises puissent minimiser leurs coûts. Il faut aussi combattre le gaspillage dans la fonction publique et les corps paraétatiques pour qu'il y ait moins de pression fiscale dans les entreprises. Il faut également former les jeunes afin qu'ils puissent répondre aux attentes des entreprises.

Dans le secteur privé, il faut qu'il y ait une meilleure gestion dans les entreprises pour pouvoir dégager des gains de productivité et avoir une plus forte croissance. Une autre solution, c'est d'attirer des compétences pointues dans le pays pour créer de nouveaux produits et services et attaquer de nouveaux marchés.